

DISPOSITIF — 'ANIMATIONS

Outil pour décortiquer
la notion d'autorité à l'école



Fédération des Parents et des Associations
de Parents de l'Enseignement Officiel



MISE EN CONTEXTE

Depuis quelques temps, le débat autour de l'école est traversé par un discours appelant à « restaurer l'autorité » et à rappeler les devoirs de chacun. Derrière ces formules se joue pourtant une question plus large. Quelle place reconnaît-on aux parents dans les relations scolaires ? Sont-ils seulement invités à respecter un cadre défini pour eux, ou peuvent-ils aussi le comprendre, le discuter et agir sur ce qui concerne l'école de leurs enfants ?

Cet outil part du constat que face à un discours politique ou institutionnel, il ne suffit pas d'être informé. Il faut aussi pouvoir prendre du recul, confronter les points de vue, construire une lecture critique et retrouver une capacité d'action collective. La note critique souligne d'ailleurs le risque de voir les familles réduites à un rôle d'adhésion ou désignées comme responsables de difficultés plus structurelles.

LES OBJECTIFS

- Permettre aux parents de questionner leurs propres représentations de l'autorité.
- Donner des clés pour décoder les discours politiques et médiatiques sur l'école.
- Mettre en discussion la légitimité des règles, des décisions et des rapports de pouvoir.
- Faire émerger des positions collectives et renforcer la capacité des parents à prendre leur place, interpeller et agir dans l'espace scolaire.

L'objectif n'est donc pas de fournir une définition toute faite de l'autorité, mais de créer les conditions pour que les parents puissent se réapproprier la question, produire leur propre analyse et transformer cette réflexion en pouvoir d'agir.

TABLE DES MATIÈRES

1

À LA UNE, AUJOURD'HUI

À partir d'articles de presse, les participants construisent puis confrontent leurs représentations de l'autorité à l'école.

2

OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

À partir de phrases et de situations scolaires, les participants questionnent leur propre rapport à l'autorité et à ses limites.

3

QUI EST-CE QUI ?

À partir d'images , les participants interprètent ce que l'autorité donne à voir, protège ou empêche.

4

ENQUETE SUR UNE DISPARITION

À partir d'une fable lue en arpentage, les participants enquêtent sur ce qui fonde, fragilise ou remplace l'autorité à l'école.

5

QUI TIENT LE SIFFLET ?

À partir de mises en situation, les participants questionnent la légitimité de l'autorité ainsi que les différentes manières d'agir.

6

ANNEXES

ACTIVITÉ 1

À LA UNE, AUJOURD'HUI...

Etape	Durée	Objectif spécifique
Temps 1	20 minutes	Explorer des articles de presse pour repérer ce qui interpelle, questionne ou dérange dans les discours actuels sur l'autorité à l'école.
Temps 2	30 minutes	Composer une Une collective pour rendre visibles les représentations, les angles choisis et les simplifications possibles autour du sujet.
Temps 3	20 minutes	Croiser les lectures des Unes produites afin d'identifier ce qu'elles disent de l'autorité, de l'école et des places de chacun.
Temps 4	5 minutes	Évaluation

TEMPS 1 - À LA UNE, AUJOURD'HUI...

20 minutes



Pour commencer, nous allons feuilleter des documents de presse (c.f. annexe 1) qui parlent de l'École aujourd'hui. L'idée c'est de voir ce qui vous frappe, ce qui vous questionne, ce qui vous agace peut être aussi, ou ce qui vous semble important. À partir de ces éléments, vous allez construire la une d'un journal.

Prenez quelques minutes pour regarder les articles, les titres, les images, les mots qui reviennent. Par groupe, vous choisissez ensuite trois à cinq éléments. Cela peut être un titre, une phrase, un chiffre, une photo, une idée, un mot qui revient souvent. Vous les placez sur une feuille ou une affiche, puis vous inventez un grand titre.

Variantes

- Chaque groupe donne un ton à sa Une : inquiet, critique, positif, interrogatif...
Faire une Une qui donne envie d'entrer dans l'école, ou au contraire une une qui montre ce qui bloque aujourd'hui.
- Faire une une avec ce qui est dit dans les articles puis ajouter à côté ce qui n'est pas dit.

Relances

- « Quelle image de l'école apparaît ici ? »
- « Qu'est-ce qui vous a sauté aux yeux ? »
- « Est-ce que tout le monde lit cet article de la même façon ? »
- « Qui ne parle pas ou pas assez ? »

TEMPS 2 - À LA UNE, AUJOURD'HUI...

30 minutes



On reprend vos Unes produites précédemment. Chaque groupe pose sa Une au centre, comme si elle venait d'être publiée. Un autre groupe la lit à voix haute et dit ce qu'il comprend de l'école en ne voyant que cette Une. Le groupe qui l'a créée écoute sans répondre tout de suite.

On cherche ensemble ce que cette Une montre bien, mais aussi ce qu'elle risque de simplifier. Est-ce qu'elle donne l'impression que le problème vient d'une seule personne ? Est-ce qu'elle rend une situation plus simple qu'elle ne l'est ? Est-ce qu'elle pousse à juger trop vite ? Après discussion, le groupe qui a fait la Une reprend alors la parole et dit ce qu'il garde de cette discussion.

Variantes

- Qu'est-ce que cette Une nous fait penser trop vite ?

Relances

- « Notre Une montre bien que... mais elle ne dit pas assez que... »

TEMPS 3 - À LA UNE, AUJOURD'HUI...

20 minutes



On repart de ce qui vient de se passer autour des Unes. Chaque groupe a produit une image de l'école, puis cette image a été questionnée par les autres. Maintenant, on va chercher ce que ça dit de l'autorité.

Cette fois, on cherche ce que nos premières lectures disent de nos propres idées sur l'autorité. Quand on parle d'école, on arrive souvent avec des évidences telles que : il faudrait un enseignement plus ferme, que les élèves actuellement ne respecteraient plus rien ou bien même que les adultes auraient perdu leur place, ou au contraire que l'école serait trop autoritaire.

Chaque groupe reprend sa Une et complète cette phrase :

« Au départ, notre Une laissait penser que l'autorité à l'école, c'est surtout... Mais, on voit que c'est aussi... »

Variantes

- Faire un droit de réponse à deux voix : une personne qui se sent protégée par la Une, une autre qui se sent accusée.

Relances

« Qu'est-ce qu'on croit savoir trop vite quand on parle d'autorité à l'école ? »

TEMPS 4 - À LA UNE, AUJOURD'HUI

5 minutes



On termine en revenant sur le chemin parcouru. Au départ, vous avez fabriqué Une une à partir d'articles sur l'école. Ensuite, cette Une a été regardée par d'autres, déplacée, discutée.

Maintenant, chacun prend une minute pour finir cette phrase :

« Je repars avec l'idée que l'autorité à l'école... »



On en lit quelques-unes, sans relancer le débat.

ACTIVITÉ 2

OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

Etape	Durée	Objectif spécifique
Temps 1	30 minutes	Repérer, à partir de phrases contrastées, où chacun place l'autorité, le cadre, la confiance et les limites à l'école.
Temps 2	40 minutes	Débattre de situations concrètes pour comprendre ce qui rend une autorité acceptable, discutable ou inacceptable.
Temps 3	20 minutes	Formuler collectivement ce qu'il faut garder, refuser ou surveiller dans les relations entre parents, enfants et école.
Temps 4	10 minutes	Évaluation

TEMPS 1 - OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

30 minutes



On va partir de quelques phrases pour voir ce qu'elles réveillent chez vous quand on parle d'école, de cadre, de parole... Il n'y a pas de bonne lecture. Ce qui m'intéresse, c'est ce que ça vous fait penser de l'école telle qu'elle se vit.

1. *« Je cherche quelqu'un qui sache encore dire non. »*
2. *« Comment grimper ensemble si personne ne tient la corde ? »*
3. *« Peut-être qu'Elle n'est pas partie. Peut-être qu'on l'apprend autrement. »*
4. *« Comment guider sans dominer ? »*
5. *« Le courage de désobéir avec justesse. »*
6. *« L'école de la confiance et de l'exigence. »*

Choisissez d'abord deux phrases. L'une qui vous semble juste, l'autre qui vous met mal à l'aise, vous agace ou vous paraît floue. Trois zones seront ensuite définies : « ça protège », « ça contrôle » et « ça embrouille ». Vous serez alors invités à venir placer vos deux phrases dans la ou les zones qui vous paraissent les plus juste. Expliquez en une phrase, pourquoi ce choix. L'objectif est de faire apparaître, à partir de vos choix et de vos réactions, les écarts de perception, les nuances et parfois les contradictions qui traversent les expériences de chacun.

Variantes

- À chaque phrase lue, placez-vous dans l'espace : d'accord, pas d'accord, ça dépend. Puis dites ce qui motive votre place.
- Placez chaque phrase sur une ligne entre « ça rassure » et « ça inquiète ». Expliquez votre choix.
- Par deux, choisissez une phrase à garder, une à contester et une à reformuler.

Relances

- « Pourquoi cette phrase n'atterrit pas au même endroit pour tout le monde ? »
- « À quel moment un cadre devient-il juste ? »
- « À quel moment le dialogue devient-il flou ? »
- « Qui peut poser une limite à l'école, et comment ? »

TEMPS 2 - OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

40 minutes



En petit groupe, choisissez une ou plusieurs situations. Discutez-en à partir de trois questions. Qu'est-ce qui se joue ici ? Qu'est-ce qui coince pour le parent ? Qu'est-ce qui ferait bouger la situation dans un sens plus juste ?

1. *Un enfant est sanctionné mais le parent n'a pas d'explication claire.*
2. *Un parent signale que son enfant a des difficultés, on lui renvoie qu'il surprotège.*
3. *Un parent veut comprendre une décision mais l'école y voit une contestation.*
4. *Un enfant dit qu'il ne comprend pas une décision mais personne ne lui explique.*

Commencez par former des petits groupes. Chaque groupe s'empare d'une ou plusieurs situations. Pendant un premier temps d'échange, les participant·es discutent à partir des trois questions proposées et notent les éléments qui leur semblent importants. Ensuite, chaque groupe prépare une mise en commun autour de trois points : ce qui bloque, ce qui manque et ce qui pourrait ouvrir la situation. Dans un second temps, chaque groupe présente sa situation en deux minutes. L'animation peut être relancée avec quelques questions simples : où est le flou, qui décide sans expliquer, qu'est-ce qui aurait permis une autre issue ? En conclusion, on souligne que plusieurs blocages ont été nommés et qu'il s'agit maintenant d'avancer vers ce que l'on veut garder, refuser et rendre possible.

Variantes

- Classez les situations en trois catégories : acceptable, discutable, inacceptable. Puis dites ce qui fait basculer d'une catégorie à l'autre.

TEMPS 3 - OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

20 minutes



À partir de tout ce qui a été dit, notez désormais ce que vous voulez garder, ce que vous refusez et ce que vous voulez voir exister entre parents, acteurs de l'équipe scolaire et enfants.

On commence par un temps d'écriture individuelle où chaque personne note une idée dans chacune des trois colonnes. Les idées sont ensuite placées sur l'affiche et regroupées par grands thèmes. À partir de celà, le groupe choisit plusieurs points communs, qui sont ensuite lus à voix haute.

Variantes

- Complétez ensemble ces phrases : un parent doit pouvoir... ; un enfant doit pouvoir... ; une règle juste doit...
- Terminez la phrase : pour moi, une autorité juste à l'école c'est...



L'enjeu n'est pas d'aboutir à une définition parfaite de l'autorité, mais bien de faire émerger des points de vigilance et des repères pour prendre place à l'école autrement.

TEMPS 4 - OÙ SE SITUE L'AUTORITÉ ?

10 minutes



Chacun complète la phrase « Avant, j'étais plutôt sûr que..., maintenant je me demande si... ». Les réponses se font en une phrase maximum, sans débat ni réaction du groupe.



L'objectif est de faire apparaître non pas ce qui a été appris, mais ce qui a été déplacé, fragilisé ou remis en question. L'animateur·rice peut relever quelques formulations en clôture pour montrer que le doute peut aussi être une forme d'apprentissage.

ACTIVITÉ 3

ENQUÊTE SUR UNE DISPARITION

Etape	Durée	Objectif spécifique
Temps 1	60 minutes	Construire collectivement le portrait de l'autorité à l'école en repérant ses traces, ses effets et les tensions qu'elle suscite.
Temps 2	40 minutes	Mettre à l'épreuve ce portrait à partir d'une fable où l'autorité disparaît, pour observer ce qui se dérègle, se déplace ou prend sa place.
Temps 3	10 minutes	Évaluation

TEMPS 1 - ENQUÊTE SUR UNE DISPARITION

60 minutes



Une disparition a été signalée dans l'école. La cible est connue sous le nom d'« Autorité ». Pourtant, il semblerait que son portrait reste difficile à établir. Votre mission est la suivante : écouter le prologue de la fable (c.f. annexe 2), relever les premiers indices, puis commencer à dresser son portrait-robot.

Le prologue est lu à voix haute ou est écouté (c.f. annexe 3). Après lecture, chacun note un indice sur un papier. Cet indice peut venir du texte, d'une impression ou d'un souvenir d'école lié à l'autorité. Les papiers sont déposés sur une grande feuille intitulée « Portrait-robot de l'autorité ». Peu à peu, un premier portrait apparaît.

Le groupe est ensuite divisé en trois. Chaque groupe reçoit une partie de la fable. Le premier groupe lit « Le Jour où Elle s'évapora » et suit les traces de l'absence. Le deuxième groupe lit « Le Petit Élève » et rencontre directement le mot « Autorité ». Le troisième groupe lit « Le Fil, la Craie et le Miroir » et observe ce qui vient prendre sa place.

Chaque groupe lit son passage et prépare un court retour pour les autres : ce que le passage raconte, ce qu'il dit de l'autorité, et une question que le groupe aimerait poser aux autres.

Variantes

- Les indices du portrait-robot peuvent rester anonymes.
- On peut reprendre le portrait-robot sous forme de silhouette. Après les retours des groupes, chacun ajoute une trace sur cette silhouette : un mot, un symbole, un dessin, un détail du visage ou du corps.

Relances

« À quoi reconnaît-on une autorité dans une école ? »

« Qu'est-ce qui donne du poids à une parole ? »

« Qu'est-ce qui change quand l'autorité n'est plus reconnue ? »

« Est-ce qu'une autorité peut être nécessaire et inquiétante à la fois ? »

TEMPS 2 - ENQUÊTE SUR UNE DISPARITION

40 minutes



Chaque groupe revient avec son morceau de fable. On remet les passages en commun pour voir comment le texte fait évoluer l'autorité : d'abord son absence, puis son nom, puis ce qui vient prendre sa place. À partir de là, on revient au portrait-robot construit au départ. On regarde ce que la lecture confirme, ce qu'elle déplace, et ce qu'elle rend plus compliqué.

Les groupes passent dans l'ordre de la fable. Le groupe qui a travaillé sur « Le Jour où Elle s'évapora » ouvre la discussion à partir de l'absence. On écoute ce qui manque dans l'école quand l'autorité n'est plus là. Le groupe qui a travaillé sur « Le Petit Élève » poursuit avec l'apparition du mot. On voit ce que cela change quand l'autorité est enfin nommée. Le groupe qui a travaillé sur « Le Fil, la Craie et le Miroir » termine avec les objets. On discute de ce qu'on fabrique quand on n'arrive plus vraiment à parler d'autorité.

Après chaque retour, le reste du groupe peut réagir, compléter, questionner. Les échanges doivent rester accrochés au texte, mais peuvent rejoindre des situations vécues à l'école.

Pour finir, on revient au portrait-robot de l'autorité. On peut y ajouter de nouveaux indices, en barrer certains, ou simplement constater que le portrait reste difficile à stabiliser.

Variantes

- Chaque groupe peut choisir une phrase de son passage et la lire avant de présenter son retour.
- On peut aussi terminer par une discussion uniquement à partir du portrait-robot, sans passer par une synthèse générale.

Relances

« Qu'est-ce que votre passage ajoute au portrait de l'autorité ? »

« Est-ce que l'autorité disparaît vraiment, ou est-ce qu'elle change de forme ? »

« À quel moment une limite aide-t-elle à faire groupe ? »

« Qu'est-ce qu'on garderait, aujourd'hui, dans le portrait-robot de l'autorité ? »

TEMPS 3 - ENQUÊTE SUR UNE DISPARITION

10 minutes



Pour clore l'enquête, chacun ajoute une dernière pièce au dossier. Cette trace doit dire ce qui reste de la lecture de la fable : une idée qui a bougé, une question qui reste ouverte, ou un élément du portrait-robot de l'autorité à garder.

Un petit papier est distribué à chacun. Pendant deux ou trois minutes, chacun écrit ou dessine sa dernière pièce du dossier. Les papiers sont ensuite déposés autour du portrait-robot de l'autorité. On en lit quelques-uns à voix haute. Les autres restent visibles, comme une mémoire rapide de la séance. Cela permet de voir ce que le groupe retient, ce qui a marqué, et ce qui reste à travailler.

Variantes

- Demander aux participants de déposer leur papier sans le lire, pour garder une forme plus anonyme.
- Proposer deux couleurs de papier : une pour ce qui est devenu plus clair, une pour ce qui reste en question.

ACTIVITÉ 4

QUI EST-CE QUI ?

Etape	Durée	Objectif spécifique
Temps 1	15 minutes	Interroger ce que les images et les mots associés provoquent dans nos représentations de l'autorité à l'école.
Temps 2	40 minutes	Expérimenter comment un cadrage, une légende ou un détail peuvent orienter notre jugement sur une situation.
Temps 3	20 minutes	Relier les perceptions du groupe à des situations vécues pour distinguer autorité, protection, place de chacun et interprétations trop rapides.
Temps 4	5 minutes	Évaluation

TEMPS 1 - QUI EST-CE QUI ?

15 minutes



Vous allez recevoir une carte avec une image et une légende (c.f. annexe 3). Prenez le temps de la regarder, sans la montrer aux autres. Notez ce que cette image vous fait penser et surtout ce que la légende vous pousse à croire.

Les participant·es choisissent une carte et écrivent d'abord un mot réflexe, puis une phrase d'action. Pas de mise en commun dans un premier temps. La phrase peut commencer par : « Face à ça, j'aurais envie de... » ou « Dans cette situation, il faudrait... »

Le cadre protège



Exemples

L'image d'une barrière avec la légende : « Le cadre protège. »

Mot possible : sécurité

Phrase possible : « Dans cette situation, il faudrait tenir la limite, mais expliquer pourquoi elle existe. »

Autre réaction possible à la même carte :

Mot : enfermement

Phrase : « Face à ça, j'aurais envie de demander qui se sent exclu par ce cadre. »

Variantes

- Choisissez deux images : une qui montre ce que l'autorité devrait rendre possible à l'école, et une qui montre ce qui la complique.

Relances

« Est-ce que cette image vous parle d'une situation vécue, observée ou imaginée ? »

« Qu'est-ce qui, dans cette image, évoque l'école ou se rapporte à l'école ? »

TEMPS 2 - QUI EST-CE QUI ?

40 minutes



Chacun garde sa carte cachée. À tour de rôle, chaque personne donne un mot que sa carte lui évoque. Le mot doit être assez précis pour dire quelque chose de la situation, mais pas trop direct pour ne pas dévoiler immédiatement sa carte.

Après un premier tour, le groupe peut refaire un tour s'ils n'ont pas débusqué le·s intrus. Chacun essaie alors de repérer si tout le monde parle bien de la même situation. Une ou deux personnes ont peut-être une carte légèrement différente : une autre image, une autre légende, ou un détail qui déplace la lecture. Quand le groupe pense avoir repéré un écart, il discute. On révèle ensuite les cartes. Le groupe compare ce qui change entre elles et reprend les premiers mots donnés. L'objectif est de voir comment une légende, un cadrage ou un détail peut orienter très vite notre jugement.

Variantes

- Faire deux tours avant d'avoir le droit d'accuser quelqu'un.
- Demander à l'imposteur supposé de défendre sa lecture avant de révéler la carte.
- Autoriser une seule question au groupe avant la révélation.

TEMPS 3 - QUI EST-CE QUI ?

20 minutes



Révélez vos cartes. Maintenant, essayez de repérer à quel moment vous avez commencé à douter de quelqu'un : un mot, une réaction, un détail. Qu'est-ce qui vous a fait penser que la personne n'avait peut-être pas la même carte ? On va s'en servir pour faire le lien avec l'école. Parfois, dans une situation d'autorité, on croit comprendre une intention à partir d'une simple attitude.

L'enjeu ici est de faire le lien avec des situations réelles. Dans une classe, un couloir ou une cour, l'adulte doit parfois agir vite. Mais agir vite ne veut pas dire conclure précipitamment. L'autorité peut poser un cadre, mais elle doit aussi chercher à comprendre ce qui se joue avant de désigner un responsable. La consigne est simple : formuler une phrase qu'un adulte pourrait dire dans une situation scolaire confuse. Cette phrase doit garder le cadre, mais sans accuser trop vite.

Exemples

- « Là, j'arrête la situation. J'ai besoin de comprendre ce qui s'est passé avant de décider. »
- « Je vois qu'il y a un problème. On se calme, puis chacun explique sa version. »
- « Je ne peux pas laisser continuer, mais je ne vais pas conclure sans avoir entendu tout le monde. »

Chacun lit sa phrase. Le reste du groupe vérifie si elle tient les deux exigences : poser l'autorité et ne pas transformer une impression en vérité. L'autorité ne consiste pas seulement à trancher. Elle consiste aussi à savoir comment on parle quand on n'est pas encore sûr.

Variantes

- Complétez ensemble ces phrases : un parent doit pouvoir... ; un enfant doit pouvoir... ; une règle juste doit...
- Terminez la phrase : pour moi, une autorité juste à l'école c'est...

TEMPS 4 - QUI EST-CE QUI ?

5 minutes



Chacun imagine une situation concrète où la question de l'autorité pourrait se rejouer après l'animation. Complétez la phrase suivante : « La prochaine fois que je serai face à une autorité que je trouve injuste, j'aimerais essayer de... »



Les phrases peuvent être dites à voix haute ou gardées pour soi.

L'objectif est de quitter l'animation non avec une conclusion, mais avec une possibilité d'agir autrement.

ACTIVITÉ 5

QUI TIENT LE SIFFLET ?

Etape	Durée	Objectif spécifique
Temps 1	10 minutes	Questionner ce qui rend une autorité acceptable, discutable ou injuste.
Temps 2	30 minutes	Débattre de situations concrètes où une décision est prise sans toujours être comprise ou partagée.
Temps 3	40 minutes	Identifier les marges de manœuvre possibles lorsque l'on n'est pas d'accord.
Temps 4	10 minutes	Évaluation

TEMPS 1 - QUI TIENT LE SIFFLET ?

10 minutes



Dans une école, une famille ou un groupe, certaines décisions sont facilement acceptées, tandis que d'autres créent des tensions. Prenez le temps de réfléchir à ce qui rend une décision acceptable, discutable ou difficile à recevoir. L'objectif est de comprendre ce qui favorise la confiance, l'adhésion ou, au contraire, ce qui peut provoquer de la méfiance, du retrait ou de la colère.

On ne cherche pas à définir de bonne ou de mauvaise autorité, ni à dire comment un parent, un enseignant ou une direction devrait agir. Une décision est prise à l'école, dans une famille, une association ou un groupe, mais tout le monde ne la comprend pas de la même manière. Les participants réagissent librement à partir de ce que la situation leur évoque. On s'intéresse à ce qui rend la décision plus ou moins légitime : la manière dont elle est expliquée, la place laissée aux personnes concernées, le sentiment d'être écouté, ou au contraire l'impression que tout est déjà décidé.

Variantes

- On peut partir d'une situation vécue ou d'un exemple fictif très court, à condition de ne pas chercher à désigner un responsable.

Relances

- « Qu'est-ce qui rend cette décision acceptable ? »
- « Qu'est-ce qui donne envie de la contester ? »
- « À quel moment une autorité protège ? »
- « À quel moment donne-t-elle l'impression d'écraser ? »

TEMPS 2 - QUI TIENT LE SIFFLET ?

30 minutes



Pour la suite, vous allez travailler à partir de situations concrètes liées à l'école et à la vie collective. Une direction prend une décision sans concertation. Des parents sont consultés, mais rien ne semble changer. Une règle est imposée à un enfant sans explication. Un groupe réclame plus ou moins de cadre, mais ne sait pas qui doit le poser...

Chaque situation est discutée en petits groupes. Les participants cherchent qui décide, qui est concerné, qui est absent de la discussion et ce qui aurait pu rendre la décision plus claire ou plus juste. L'enjeu n'est pas de trancher à la place des personnes, mais de voir comment une décision peut devenir plus légitime lorsqu'elle laisse une place au dialogue.

Variantes

- Une seule situation de départ. Elle circule ensuite entre les groupes. Chaque groupe l'enrichit en se plaçant du point de vue d'un acteur différent : parent, enfant, enseignant, direction ou association. À la fin, on relit la situation complète pour voir comment les regards se complètent, se contredisent ou déplacent le problème.

- Une situation courte est donnée au premier groupe. Celui-ci ajoute un élément : une réaction, une difficulté, une précision ou une conséquence. La situation passe ensuite au groupe suivant, qui ajoute à son tour un nouvel élément, sans tout réécrire. Petit à petit, la scène devient plus complexe. On la relit ensuite ensemble pour repérer ce qui a rendu la décision plus claire, plus confuse, plus juste ou plus contestable.

TEMPS 3 - QUI TIENT LE SIFFLET ?

40 minutes



On déplace la discussion vers l'action. Ne pas être d'accord ne veut pas forcément dire s'opposer frontalement. Cela peut vouloir dire demander une explication, chercher des alliés, formuler une parole collective, passer par un espace existant, interpeller une personne-relais ou construire une proposition.

Chaque groupe reprend une situation travaillée au temps précédent et cherche une manière d'agir qui permette de sortir du face-à-face. Il ne s'agit ni de se taire, ni d'entrer directement dans le conflit, mais de repérer ce qui pourrait ouvrir un échange : demander une explication, reformuler une difficulté, s'appuyer sur d'autres parents, interpeller un espace existant ou construire une parole commune. L'objectif est de montrer qu'une préoccupation vécue seul peut devenir une démarche collective.

Variantes

- Demander aux groupes de formuler une première étape réaliste, celle qui pourrait être tentée dès demain, sans attendre que tout le cadre change.

Relances

« Avec qui ne pas rester seul ? »

« Quel espace de dialogue existe déjà ? »

« Comment faire entendre une difficulté sans accuser ? »

« Quelle serait une première action possible ? »

TEMPS 4 - QUI TIENT LE SIFFLET ?

10 minutes



Pour terminer, le groupe revient sur le chemin parcouru pendant l'animation. L'objectif est de faire le point sur ce qui a été déplacé, confirmé ou questionné dans la manière de comprendre l'autorité. On ne cherche pas à produire une solution, mais à garder une trace des idées fortes, des désaccords et des points de vigilance apparus dans les échanges.

Les participants peuvent dire ce qu'ils retiennent, ce qui reste flou, ce qui les a surpris ou ce qu'ils aimeraient continuer à travailler. La séance se termine par une courte synthèse collective, comme une photographie du débat plutôt qu'une conclusion définitive.

ANNEXE 1



**Des questions « sans nuance » :
des parents et élèves dénoncent le « Baromètre du respect »
lancé par Glatigny auprès des profs**

Les associations de parents de l'enseignement officiel et catholique, ainsi que le comité des élèves (CEF), dénoncent jeudi d'une même voix le « Baromètre du respect » lancé par la ministre de l'Education Valérie Glatigny (MR) en direction des 130.000 enseignants en Fédération Wallonie-Bruxelles.



© BELGA

Les associations de parents de l'enseignement officiel et catholique, ainsi que le comité des élèves (CEF), dénoncent jeudi d'une même voix le « Baromètre du respect » lancé par la ministre de l'Education Valérie Glatigny (MR) en direction des 130.000 enseignants en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Lancé la semaine dernière, ce sondage vise à mieux cerner l'état des relations des enseignants avec leurs élèves, les parents, ainsi qu'avec leurs collègues ou hiérarchie.

Tout en disant accueillir positivement l'intérêt de la ministre pour la question du bien-être à l'école, la Fapeo (parents de l'officiel), l'Ufapec (catholique) et le CEF regrettent néanmoins que l'enquête ne s'intéresse qu'aux seuls profs, et pas à l'ensemble des acteurs de l'école.

Les trois associations jugent aussi que le questionnaire envoyé comporte de nombreux biais, rendant dès lors l'outil peu « *rigoureux et solide* », à leurs yeux.

Pour ces trois associations, le risque est que ce baromètre aboutisse en réalité à tendre les relations internes à l'école, avec pour principales victimes les élèves en difficultés et leurs parents.

« *Le type de questions posées, les choix de réponses possibles sans avoir toujours la possibilité de s'abstenir, le fait que ces questions ne sont posées qu'aux seuls enseignants font que les résultats de cette enquête ne pourront que mettre en évidence des ressentis d'enseignants, non contextualisés, sans possibilité de nuance et sans démarche d'objectivation des faits* », dénoncent la Fapeo (officiel), l'Ufapec (catholique) et le CEF.

« *Plus encore, du fait de la formulation des questions, il y a peu d'espace laissé au doute sur le fait que les parents et élèves seront pointés comme la cause principale d'un manque de respect. Mais la réalité est-elle si binaire et caricaturale ? D'un côté les enseignants malmenés et de l'autre des empêcheurs de faire le métier correctement ?* », interrogent les trois associations.

Pour elles, un baromètre « *unilatéral et si orienté* » viendra envenimer la situation dans les écoles où les relations parents-école sont déjà difficiles alors qu'il conviendrait au contraire de les apaiser.

« *C'est tous ensemble que nous devons œuvrer à un climat positif et constructif pour tous ceux qui travaillent, vivent, pratiquent, s'investissent et interagissent dans ou avec l'école* », insistent encore ces trois associations.

La nouvelle majorité MR-Engagés en Fédération Wallonie-Bruxelles a fait de la lutte contre la pénurie d'enseignants sa principale priorité politique. Celle-ci passe notamment par une revalorisation du métier d'enseignant.

Dans cette optique, le gouvernement entend notamment rétablir dans les écoles un plus grand respect envers les enseignants. Le sondage lancé par la ministre Glatigny auprès des profs vise à mieux objectiver la réalité de terrain avant d'adopter une série de mesures. Les 130.000 enseignants de la FWB sont invités à y répondre anonymement jusqu'à ce 18 octobre au plus tard. Les 25 questions qui leur sont soumises sont articulées autour de quatre thèmes : l'enseignant et l'élève, l'enseignant et les parents, l'enseignant et la hiérarchie, et l'enseignant et l'autocensure.

- Belga, *Des questions « sans nuance » : des parents et élèves dénoncent le « Baromètre du respect » lancé par Glatigny auprès des profs*, publié sur le site Internet du journal Le Soir, mis en ligne le 11 octobre 2024.

Le gouvernement de la FWB avance des mesures pour restaurer le respect envers les profs

Estimant que les élèves et les familles ne respectent pas assez les professeurs, Valérie Glatigny a décidé de réagir avec plusieurs mesures.



▲ Valérie Glatigny dans une école d'Uccle le 26 août 2024. © Photo News

Sur base des résultats d'un sondage qu'elle a fait réaliser auprès des enseignants, la ministre de l'Éducation Valérie Glatigny (MR) entend soumettre prochainement à la concertation du secteur une batterie de mesures afin de rehausser le respect envers les enseignants dans les écoles, a-t-elle annoncé mardi.

Un sondage mettant en lumière un malaise dans les établissements scolaires

« *L'objectif est de bâtir un environnement de travail plus respectueux* », a indiqué Mme Glatigny lors d'une conférence de presse. Celle-ci entend mieux outiller les directions mais aussi soutenir les enseignants « *dans le but de restaurer leur autorité et le respect liés à leurs fonctions sociétales* ».

Mené à automne dernier, le sondage auprès de quelque 110.000 enseignants de la Fédération Wallonie-Bruxelles – mais auquel moins de 10.000 ont répondu – montre que près de 40% des enseignants ont été confrontés plus de dix fois au cours de cinq dernières années à un manque de respect de leurs apprenants.

Les relations des enseignants avec les familles semblent aussi régulièrement problématiques, la moitié seulement des répondants disant ressentir toujours ou souvent du respect de leur part.

Autre signe de malaise au sein des établissements : 62% des répondants affirment déjà s'être autocensurés en classe au moment d'aborder des sujets sensibles, sans que l'enquête n'en précise toutefois les circonstances exactes.

Des « contrats » sociaux et une sensibilisation des familles

Face à ce constat, la ministre Glatigny entend soumettre aux acteurs de l'école un éventail de mesures afin de renforcer la sensibilisation des familles au respect envers les membres du personnel scolaire, créer des dispositifs de médiation interne aux écoles, mieux former les enseignants, mais aussi revoir la gradation des sanctions prévues par le Code de l'enseignement en cas de comportement irrespectueux ou violent.

Sur le modèle de la Flandre, la libérale souhaite aussi parvenir à l'élaboration de « contrats » entre les écoles et les parents/élèves où les responsabilités de chacun seraient bien définies. Un renforcement du cadre juridique protectionnel est aussi envisagé pour les enseignants.

Dans cette logique, tout acte de violence envers un enseignant de la Fédération serait demain puni au même tarif que les gestes violents envers les professions d'autorité (policier, pompier...).

En matière de lutte contre les extrémismes en milieu scolaire, la ministre entend organiser prochainement une table ronde rassemblant les pouvoirs organisateurs, les directions, les enseignants, les parents, l'OCAM et la police. Mme Glatigny préconise aussi une implication plus poussée des services de l'Inspection scolaire afin d'évaluer la neutralité au sein des établissements.

Avant même la publication des résultats de cette enquête, sa méthodologie et son faible taux de participation ont été critiqués par l'opposition de gauche, celle-ci estimant les résultats insuffisamment fiables pour en tirer de quelconques conclusions politiques.

« *Ce n'est pas une étude scientifique, mais un ressenti du terrain, une perception* », a reconnu mardi la ministre Glatigny. Selon elle, le taux de participation de 10% enregistré pour son « baromètre » est toutefois en ligne avec le niveau de participation constaté généralement pour ce type de sondage d'opinions. De plus, les résultats livrés par son enquête vont dans le même sens que des études scientifiques menées dernièrement sur ces mêmes thématiques, a-t-elle encore assuré.

- K. D. (avec Belga), *Le gouvernement de la FWB avance des mesures pour restaurer le respect envers les profs*, publié sur le site Internet du site d'information 7sur7.be, mis en ligne le 18 février 2025.

Manque de respect envers les enseignants : en quoi consiste ce contrat que veut instaurer le gouvernement wallon dans les écoles ?

Lancé par la ministre de l'Éducation, Valérie Glatigny, le baromètre « Respect » a publié ses résultats... Et ils choquent le corps enseignant. Ceux-ci révèlent que 95% des professeurs ont déjà été confrontés à un manque de respect.



© RTL info

Le baromètre « Respect », mis en place par la ministre de l'Éducation, Valérie Glatigny, n'est pas passé inaperçu. Et pour cause, selon ce dernier, 62% des enseignants se sont déjà autocensurés lors de l'enseignement de sujets sensibles et près de 95% ont déjà été confrontés à un manque de respect.

Face à ce constat, la ministre propose - entre autres - la création d'un contrat entre les écoles, les élèves et les parents pour clarifier les droits et les devoirs de chacun.

Un contrat avec les parents et les élèves, serait-ce la solution pour protéger nos enseignants ? Et puis surtout, quelle forme prendrait-il ?

Tout d'abord, ce contrat serait nouveau et ne ressemblerait en rien de préalablement existant. Il s'inspirerait de ce qui se fait en Flandre et sera intégré dans les règlements de chaque établissement. Il sera conclu entre les écoles, les élèves et leurs parents afin de clarifier les responsabilités de chacun en matière de respect.

En bref, il précisera quelle est la place de chacun, la confiance réciproque entre les acteurs, le respect des autres, des codes de l'école et des règles de vie de la communauté, l'importance du plaisir d'apprendre et du travail.

- RTL info (avec Peggy Simono), *Manque de respect envers les enseignants : en quoi consiste ce contrat que veut instaurer le gouvernement wallon dans les écoles ?*, publié sur le site Internet de la radio-télévision RTL, mis en ligne le 19 février 2025.

Document numéro 4 :

communiqué du MR sur le site Internet du parti, mis en ligne le 20 février 2025

Restaurer l'autorité et le respect des enseignants : une priorité !

Les signaux inquiétants se multiplient : violences envers les enseignants, contestations croissantes de leur autorité, remise en question de leurs décisions pédagogiques, hésitation à enseigner certains faits scientifiques et historiques faisant pourtant partie des référentiels... Face à ces dérives, la Ministre de l'Éducation Valérie Glatigny a décidé d'objectiver la situation à l'aide d'un « Baromètre du respect » dans le but de pouvoir mettre des mesures concrètes en œuvre.



© MR

En septembre dernier, un questionnaire était adressé à 110.000 enseignants wallons et bruxellois. Quelque 10.000 d'entre eux ont répondu à ce « Baromètre du respect ». L'enquête visait à mesurer le respect porté aux enseignants et directions en milieu scolaire, en explorant différentes dimensions du respect comme la relation aux apprenants, la relation à la famille, la relation à la hiérarchie, l'autocensure ou encore la valorisation du métier. Les données recueillies ont permis d'identifier des tendances fortes, à même d'offrir une vision globale des perceptions du respect dans le milieu éducatif.

On apprend ainsi que 95 % des enseignants ont déjà été confrontés à un manque de respect de la part de leurs élèves et 39,4 % en ont été victimes plus de dix fois au cours des cinq dernières années. De plus, 67,1 % estiment que leur métier est peu valorisé par la société et 62 % avouent s'être autocensurés pour éviter des tensions. De quoi confirmer l'urgence d'agir ! L'école est en effet un pilier fondamental de notre société, et les enseignants doivent pouvoir exercer leur mission dans un cadre serein et respectueux.

Face à ce constat, plusieurs pistes d'actions sont envisagées : il est notamment nécessaire de revoir la gradation des sanctions en cas de non-respect de l'autorité de l'enseignant et de mettre en place un dispositif de médiation interne pour soutenir les enseignants. Une meilleure formation sur la gestion des contestations et pressions est également essentielle, tout comme des campagnes de sensibilisation des familles au respect du personnel éducatif. Enfin, le cadre juridique doit être renforcé pour mieux protéger les enseignants contre tout fait de violence verbale, psychique ou physique, à l'instar de la mesure du Fédéral qui vise à sanctionner plus sévèrement tout fait de violence envers le représentant d'une fonction d'autorité.

Au-delà des mesures immédiates, il est fondamental de repenser notre approche de l'éducation et de renforcer la valorisation du métier d'enseignant. Cela passe par une revalorisation de la profession et par une mise en avant du rôle essentiel des enseignants dans la construction d'une société plus éclairée et respectueuse. L'investissement dans la formation continue et le soutien psychologique sont autant d'éléments qui contribueront à redonner à cette profession toute la considération qu'elle mérite.

Restaurer l'autorité et le respect à l'école, c'est garantir un environnement propice à l'apprentissage et à l'épanouissement des élèves. Le MR continuera à défendre une éducation de qualité et respectueuse, dans laquelle les enseignants ont toute leur place.

- Mouvement Réformateur (MR), *Restaurer l'autorité et le respect des enseignants : une priorité !*, communiqué publié sur le site Internet du parti politique MR, mis en ligne le 20 février 2025.

Document numéro 5 :

communiqué de la Ministre de l'Education Valérie Glatigny sur le site Internet du gouvernement de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles du 18 février 2025

Restaurer l'autorité et le respect envers les enseignants



COMMUNIQUÉ

Nombreux sont les témoignages qui, ces derniers mois, ont relaté des faits inquiétants au sein d'établissements scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles : une institutrice bruxelloise qui se fait frapper par un élève en primaire, explosion du nombre de recours externes (+ de 20 % en 2023 dans l'enseignement secondaire) introduits par des parents contre des décisions prises par des enseignants, professeurs d'histoire qui n'osent plus aborder des thématiques comme la Shoah, remise en question de certains cours de sciences, remise en cause de l'autorité d'enseignantes par des élèves qui réfutent l'égalité hommes-femmes, etc. Ce sont quelques-uns des signaux qui démontrent que le « contrat » tacite entre la société et les enseignants est quelque peu grippé, ce qui a alerté la Ministre de l'Education de la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'a encouragée à objectiver la situation.

« Notre DPC met en avant la nécessité d'instaurer une politique structurelle visant à améliorer le climat scolaire. Et cela passe notamment par un retour à l'autorité et au respect des enseignants dans leur classe. Pour y parvenir, il était impératif de se baser sur des données, des indicateurs objectivés en termes de respect des enseignants en tant que fonction sociétale. Force a été de constater ce que travail n'a jamais été fait au cours des précédentes législatures. C'est dans ce contexte qu'il m'a semblé important de lancer le Baromètre du respect, avec pour objectif d'orienter correctement les actions futures et de bâtir un environnement de travail plus respectueux » explique Valérie Glatigny.

Objectiver la situation

Dans le but d'objectiver ces différents signaux d'alerte, un questionnaire a donc été adressé à 110.000 enseignants en septembre dernier. Quelque 10.000 d'entre eux ont répondu à celui-ci. L'enquête visait à mesurer le respect porté aux enseignants et directions en milieu scolaire, en explorant différentes dimensions du respect comme la relation aux apprenants, la relation à la famille, la relation à la hiérarchie, l'autocensure ou encore la valorisation du métier. Les données recueillies ont permis d'identifier des tendances fortes, à même d'offrir une vision globale des perceptions du respect dans le milieu éducatif.

Quelques indicateurs clés

Suite à l'analyse des résultats par l'administration, plusieurs chiffres clés ont pu être mis en exergue : 78,6 % des enseignants se sentent « toujours » ou « souvent » respectés dans leurs interactions quotidiennes avec les élèves, 95 % des enseignants ont déjà été confrontés à un manque de respect de leurs apprenants et 39,4 % plus de dix fois en cinq ans, 48,6 % des enseignants se sentent "toujours" ou "souvent" respectés par la famille, 67,1 % estiment que leur métier est peu valorisé par la société et, enfin, 62 % des enseignants déclarent s'être autocensurés au cours des cinq dernières années, à savoir qu'ils ont hésité à enseigner des faits scientifiques ou historiques qui font partie intégrante des référentiels.

Les pistes d'actions envisagées

« Plusieurs pistes d'actions sont à considérer pour améliorer la situation, outiller les directions et soutenir les enseignants dans le but de restaurer leur autorité et le respect liés à leurs fonctions sociétales » ajoute Valérie Glatigny.

En la matière, il est notamment envisagé de :

- revoir la gradation des sanctions dans le Code de l'enseignement afin d'assurer une réponse adaptée aux cas de non-respect,
- créer un dispositif de médiation interne pour aider les enseignants confrontés à des contestations en collaboration avec les PO, en identifiant des personnes ressources,
- définir l'autocensure dans toutes ses composantes, en ce compris les signaux les plus faibles,
- former les enseignants sur leurs marges de manœuvre pédagogiques pour résister aux pressions et intimidations pouvant mener à l'autocensure,
- mettre en place des dispositifs de prévention et de sensibilisation des familles relativement au respect des membres du personnel,

- renforcer le cadre juridique « protectionnel » du personnel de nos écoles contre toutes les formes de violences qu'il peut subir, à l'instar de la mesure du Fédéral qui vise à sanctionner plus sévèrement tout fait de violence verbale, psychique ou physique vis-à-vis d'une fonction d'autorité, comme les enseignants.
- ou encore clarifier la notion de neutralité dans le Code de l'enseignement.

Il s'agit ici de pistes d'actions destinées à mener une réflexion en profondeur en concertation avec les acteurs de l'enseignement pour restaurer l'autorité et le respect envers les enseignants et rétablir un climat apaisé dans nos écoles.

- Ministre de l'Education de la CFWB – Valérie Glatigny, *Restaurer l'autorité et le respect envers les enseignants*, publié sur le site Internet du gouvernement de la CFWB, mis en ligne le 18 février 2025.

Document numéro 1 :

article du site Internet de la radio-télévision RTBF – Vivacité du 21 janvier 2026

Sondage : ce n'est pas clair aujourd'hui qu'il faut respecter les enseignants ?

Tous les matins dans « C'est vous qui le dites », on évoque trois sujets d'actualité qui font débat. Qui que vous soyez, d'où que vous soyez, votre avis compte !



© RTBF – Vivacité, tous droits réservés

Valérie Glatigny veut le retour du respect et de l'autorité à l'école grâce à un contrat

Pour y parvenir, un des projets de la ministre de l'Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles est de mettre en place un contrat entre les élèves, les parents et l'école. Ce document devrait obligatoirement être signé par les trois parties. En signant, l'élève reconnaîtrait le savoir et l'autorité des professeurs, s'engage à être présent à l'école et s'investir activement dans les cours. Les parents s'engageraient à respecter l'autorité et le choix pédagogique des enseignants et à solliciter un rendez-vous en dehors des heures de cours s'ils souhaitent un échange. Il serait aussi précisé qu'en cas d'atteinte physique ou verbale à un enseignant, il y aura des poursuites automatiques. Tous ces points doivent faire l'objet de discussions avant d'aboutir pour la rentrée 2027 selon le souhait de la ministre exprimé dans les colonnes de Sudinfo.

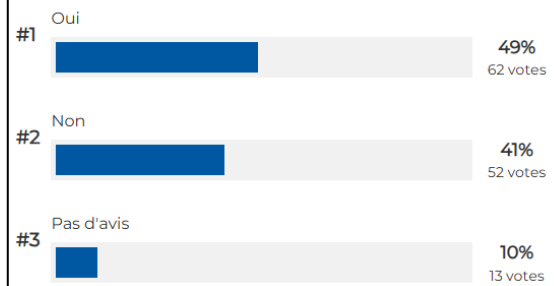
Question 1 sur 1

Ce n'est pas clair aujourd'hui qu'il faut respecter les enseignants ?

- ☐ Oui
☐ Non
☐ Pas d'avis

ETAPE SUIVANTE

Ce n'est pas clair aujourd'hui qu'il faut respecter les enseignants ?



Total 127

Etat du sondage au 5 mai 2026

© RTBF – Vivacité, tous droits réservés

- RTBF - Vivacité, *Sondage : ce n'est pas clair aujourd'hui qu'il faut respecter les enseignants ?*, publié sur le site Internet de la radio-télévision RTBF Vivacité, mis en ligne le 21 janvier 2026.

Restaurer l'autorité et le respect de nos enseignants, c'est ce que j'entends concrétiser grâce à un « Contrat Ecole-Société »

Publication de Valérie Glatigny

Valérie Glatigny est avec LN24 à LN24.
9 avril 2025 · Bruxelles ·

Restaurer l'autorité et le respect de nos enseignants, c'est ce que j'entends concrétiser grâce à un "Contrat École-Société" qui précise clairement les droits et devoirs de chacun.

J'ai évoqué cette question ce mercredi matin sur LN24 dans le "Café sans filtre" de Maxime Binet.

Pour réécouter cette émission dans son intégralité, cliquez ici : <https://www.ln24.be/.../cafe-sans-filtre-valerie.../>



130 214 28

██████████
Sérieux, on n'y avait pas pensé avant! Merci pour cette excellente proposition!!
1 an J'aime Répondre 9

Voir les 5 réponses

██████████
Venez dans ma classe, une journée. Une seule 😊 et on en reparle
1 an J'aime Répondre 5

Voir les 6 réponses

██████████
Courage ! Il y a du boulot. A commencer par les parents 😊
1 an J'aime Répondre 7

Voir les 2 réponses

██████████
Tout à fait d'accord face au laxisme des parents. Il faudrait aller plus loin quand l'enseignant constate qu'un enfant arrive sans nourriture pour sa journée et que cet enseignant et sa direction ne le signalent de peur de perdre, en autre, un élève.
1 an J'aime Répondre 4

Voir 1 réponse

Mme Valérie Glatigny, pourriez-vous, s'il-vous-plait, arrêter de nous prendre pour des dindons ?! Tout ce que vous citez se trouve déjà dans les R.O.I. S'il suffisait de dire aux parents qu'ils sont des parents pour que tout fonctionne, ça se saurait. Ceux qui ont du respect et de l'éducation n'ont pas besoin d'avoir signé quoi que ce soit pour respecter les enseignants. Ceux qui nous méprisent continueront à le faire quoi qu'ils aient signé. Et ils auraient tort de s'en priver : notre ministre vient de publier une vidéo où elle en fait autant. De plus, les parents ne sont pas la cause de tous les maux de l'enseignement.

1 an J'aime Répondre

15  

Auteur

Valérie Glatigny 

Merci pour votre message, qui me permet de rappeler que, même si les règlements d'ordre intérieur des écoles comprenaient déjà des obligations en matière de respect, et que l'inscription d'un élève impliquait, implicitement ou non en fonction des écoles, l'adhésion à ces règles, l'objectif aujourd'hui est bien de les élargir en y intégrant des éléments garantissant un espace respectueux et démocratique pour tous les acteurs de l'école.

La signature d'un contrat constitue un geste fort et concret, qui renforce la responsabilisation des parents et des élèves quant aux droits et devoirs de chacun, y compris ceux des enseignants.

Respectueusement,
Valérie Glatigny

1 an J'aime Répondre

2 

Ah..Les droits et les devoirs de chacun..Les parents devraient amener leur enfant à l'heure..les enseignants enseigner les matières de base..Et bien Madame Glatigny, désolée mais il y a du pain sur la planche sur tous les fronts..Les parents font exactement ce qu'ils veulent et les enseignants aussi!! L'absentéisme des enfants..parlons plutôt de celui des enseignants! C'est aberrant! Plus de la moitié des enseignants s'absentent pour un petit rhume pdt des semaines!! 😞 Et puis, de toute façon les parents doivent bien être au courant de leurs droits et obligations quant aux règles de l'enseignement non!? 😞

1 an J'aime Répondre

Faudrait peut être aussi faire remonter le sentiment d'abandon de certains enfants face aux comportements démissionnaires de certains enseignants !
Ce n'est pas blanc d'un côté et noir de l'autre et je suis dans l'enseignement depuis 28 ans.
Si on entend les enfants et parents d'aujourd'hui ne sont ceux d'hier , le constat est le même pour les profs.

1 an J'aime Répondre

Bref on va surtout avoir le droit de faire des concertations supplémentaires pour adapter les ROI aux désirs de Madame...

1 an J'aime Répondre

1 

Je pense que nos politiciens sont complètement à côté où bien ils ont un programme et il essaye par tout les moyens de nous le faire avaler.....

1 an J'aime Répondre

Pffff tout le monde se plains..... mais changez de pays si vous êtes malheureux et frustrés... tchao

1 an J'aime Répondre

2 



- GLATIGNY V., *Restaurer l'autorité et le respect de nos enseignants, c'est ce que j'entends concrétiser grâce à un « Contrat Ecole-Société »*, publié sur le fil discussion de la page Facebook de la ministre de l'Education, mise en ligne le 9 avril 2025.

ANNEXE 2





Quand on veut, on peut



Toutes les voix comptent

Écouter pour mieux guider



Le cadre protège



© Inna Reznik



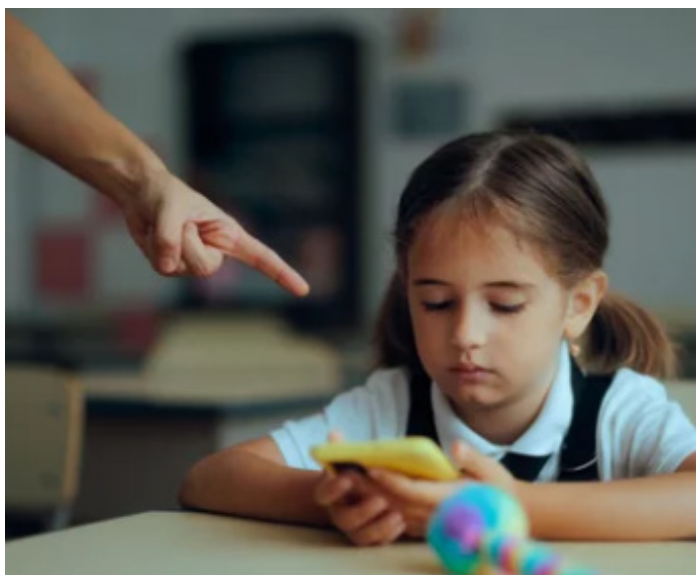
On n'obtient rien sans fermeté



L'autorité garantit l'ordre



Il y a toujours un plus fort



C'est pour son bien



Chacun à sa place

ANNEXE 3



PROLOGUE

À l'école, certains mots sont devenus compliqués.

On les évite, on les remplace, on les détourne

on dit "fais de ton mieux",

mais on ne sais plus très bien qui décide de quoi,
pourquoi et comment.

Alors un jour, sans bruit, un mot s'est absenté.

Pas puni.

Pas interdit.

Juste oublié.

Prologue

À l'école, certains mots sont devenus compliqués.
On les évite, on les remplace, on les détourne.
On dit « *fais de ton mieux* »,
mais on ne sait plus très bien qui décide de quoi, pourquoi et comment.

Alors un jour, sans bruit, un mot s'est absenté.
Pas puni.
Pas interdit.
Juste oublié.

Ce qui suit raconte ce qui s'est passé ensuite...

Le Jour où Elle s'évapora

Ce fut un matin comme les autres.
Les sonneries d'école ricanaient,
les cahiers s'ouvraient à la bonne page.
Et pourtant, quelque chose manquait.

Une absence.
Fine, presque élégante.
Un ton en moins dans les phrases,
un souffle coupé dans les consignes,
mais aussi, curieusement, un peu d'air.

« *Fais ton travail* », disait-on,
mais la phrase tombait à plat.
Elle se dispersait aussitôt,
ne trouvant nulle part où rebondir,
ni regard pour l'accueillir.
Les mots flottaient, légers, désorientés,
comme s'ils ne savaient plus à qui ils s'adressaient.

Les professeurs fouillaient leurs cartables :
entre le correcteur et les syllabus,
ils cherchaient... quoi, au juste ?
Un mot, un prétexte, une habitude.
Rien. Évaporé.

On rêvait d'une école apaisée,
mais on la voulait efficace.
On parlait d'écoute et de bienveillance,
mais les phrases servaient surtout à recouvrir le bruit.
Ainsi, pendant qu'Elle s'effaçait du paysage scolaire,
Elle reprenait racine dans les foyers,
là où l'amour sert parfois d'alibi au contrôle.

Au ministère, la panique s'installa.
Des experts du respect furent convoqués.
On parla d'un *Baromètre du lien*,
outil de mesure pour ce qui ne se mesure pas.
Les résultats tombèrent, froids :
La plupart des enseignants disaient manquer...
de quoi déjà ?

L'État inventa alors l'Indice d'*Harmonie Pédagogique*,
une note de 0 à 10 censée mesurer la « vibration positive » des classes.
Les syndicats protestèrent,
les élèves notèrent les profs,
et les profs notèrent leur propre moral.

Mais plus on voulait mesurer l'harmonie,
plus le désaccord grandissait.
Alors, pour apaiser les chiffres,
on créa une *Mission Confiance*.

L'idée, au départ, était belle :
retisser le lien entre ceux qui enseignent,
apprennent et décident.
On parlait d'écoute, de respect, de collaboration.
Mais, chemin faisant, la Mission devint structure,
la structure devint tableau,
et le tableau, indicateur.

On mit des mots nouveaux sur des maux anciens,
sans toujours trouver le temps d'en guérir.
Pourtant, derrière les affiches colorées
et les guides de bienveillance,
quelque chose persistait :
le désir, sincère, de faire mieux.
Peut-être qu'il manquait moins de confiance
que de temps pour la construire ensemble.

Dans les rapports officiels,
Elle fut remplacée par *influence coopérative*.
Et la Déclaration de Politique Communautaire
promit une « école de la confiance et de l'exigence ».
Exigence de quoi, personne ne sut dire.
L'école devait être exigeante, certes.
Mais qui, désormais, pouvait exiger quoi que ce soit ?

On chercha.
Dans les bibliothèques, les vieux manuels,
jusqu'à un *Prince* jauni de Machiavel :

« *Un prince sage doit faire en sorte que ses sujets
aient toujours besoin de lui.* »

Un prince ; un prince...



Le Petit Élève

Quelques temps après La disparition,
un enfant vint frapper à la porte d'une école sans pouls.
Il portait un sac trop grand pour lui,
et cet air curieux propre aux voyageurs.

— Bonjour, dit-il.
Je cherche quelqu'un qui sache encore dire *non*.

Le directeur le regarda longuement.
— *Non* ? Ce mot est tombé en désuétude,
nous le gardons au musée, avec les circulaires contractuelles et les promesses électorales.
Ici, nous pratiquons la *confiance horizontale*.

L'enfant hocha la tête, songeur.
— Comment grimper ensemble si personne ne tient la corde ?

L'enfant se mit en marche et visita plusieurs classes.
Dans la première, les élèves discutaient des règles avec leur enseignant.
Ce n'était pas le désordre, non.
Plutôt un fourmillement d'idées,
où chacun voulait comprendre avant d'obéir.
Le temps passait vite, parfois trop,
mais on sentait qu'ici, l'erreur avait enfin droit de cité.

Dans la seconde, le professeur parlait peu.
Il observait, laissait naître les réponses,
comme s'il avait compris qu'on n'apprend rien sous la peur.
Certains élèves rêvassaient, d'autres cherchaient,
et ce désordre tranquille ressemblait, de loin, à la pensée.

Dans la troisième, les murs arboraient des phrases dessinées à la main :
« *Ici, on apprend à se contredire.* »
Les voix s'y croisaient, se reprenaient, s'affinaient.
Parfois, ça grondait un peu,
mais personne ne tremblait pour autant.

Alors l'enfant murmura :
— Peut-être qu'Elle n'est pas partie.
Peut-être qu'on l'apprend autrement.

Le vieux maître, au fond de la classe, leva les yeux :
— Ou peut-être qu'on la réinvente chaque jour,
avant qu'Elle ne recommence à nous écraser.

Alors l'enfant demanda :

— Où est-Elle ?

Le vieil enseignant, la plume suspendue,
leva les yeux.

— Partie, sans prévenir.

Certains disent qu'Elle s'est vexée
d'être traitée comme une brute.

L'enfant resta pensif.

— On m'a parlé d'un temps, dit-il,
où l'on se tenait droit quand Elle entra dans la pièce.
Mais on m'a aussi dit qu'Elle écrasait ceux qui levaient la tête.

Le vieux maître esquissa un sourire fatigué.

— Elle avait ses fidèles, comme tous les dieux usés et oubliés.

— Et là d'où je viens, reprit l'enfant,
on l'avait rebaptisée.

On prétendait qu'Elle faisait grandir,
mais c'était surtout pour mieux se sentir grand.

Le silence retomba, épais.

Puis il repartit, sans bruit.

Le lendemain, sur le tableau noir, écrit à la craie,
on retrouva un seul mot, écrit d'une main d'enfant :

« Autorité »

Dans les couloirs, on se mit à parler bas,
comme si Elle pouvait revenir si Elle était prononcée trop forte.
Alors, pour apaiser la peur qu'Elle laissait derrière Elle,
on fit ce que font les maîtres quand les livres ne suffisent plus :
on raconta une histoire.

Celle du Fil, de la Craie et du Miroir.

Le fil, la Craie et le Miroir

Pour donner forme à ce que l'on n'arrivait plus à nommer, on fit alors appel à trois objets qui,
croyait-on, sauraient mieux que quiconque remettre du sens dans l'ensemble.
un Fil, une Craie et un Miroir.

Le Fil fut chargé de relier.

Il devait retisser la confiance, unir, forger le tissu social,
et faire croire que tout tenait encore ensemble.

Mais plus il liait, plus il s'enroulait sur lui-même,
étranglant doucement ceux qu'il voulait rassembler.

La Craie, elle, reçut la mission de redéfinir les limites.

« *Trace-les nettes, mais souples* », lui dit-on.

Alors elle traça.

Droit, clair, méthodique,

jusqu'à ce que les lignes deviennent des murs,

et que personne n'ose plus passer de l'autre côté.

À force de vouloir délimiter,

elle finit par isoler.

Quant au Miroir, on le plaça au centre de la salle,

pour qu'il reflète les efforts de chacun.

Il devait encourager, valoriser, inspirer.

Mais vite, il s'y plut.

Il se mit à renvoyer non plus les visages,

mais les apparences : des postures bienveillantes,

des discours calibrés, des regards approuvant leur propre reflet.

Bientôt, le Fil tira trop fort,

la Craie effaça ceux qui dépassaient,

et le Miroir se pavanât dans la lumière des écrans.

L'école brillait, oui, mais d'une clarté de surface,

comme ces vitrines où l'on expose la réussite.

Alors un élève se leva,

prit la Craie, le Miroir et le Fil,

et les plaça côte à côte sur une table.

« *Vous vouliez unir, tracer, éclairer* », dit-il,

« *mais vous n'avez fait que diviser, enfermer, éblouir.* »

Les trois objets restèrent silencieux.

Le Fil tenta un dernier nœud,

et céda, libérant les entraves.

La Craie, trop usée, se fendilla :

ses lignes s'étaient faites frontières,

et plus personne n'osait les franchir.

Le Miroir, se brisa à son tour,

montrant enfin ce qu'il refusait jusque-là :

derrière les reflets sages,

il n'y avait plus de visages.

Seulement des voix, fatiguées mais libres,

qui parlaient sans attendre l'ordre,

et des regards qui cherchaient encore

comment apprendre sans craindre,

comment guider sans dominer.

Alors on comprit.

Ce n'était pas Elle qu'il fallait restaurer,

mais le courage de désobéir avec justesse.

Epilogue

En repensant l'Autorité, on finit par remarquer cette toile accrochée au mur de l'école.
Elle n'appelait pas vraiment l'attention : trop simple, trop nue, trop silencieuse.
Pourtant, chacun y revenait, comme on retourne vers un endroit où l'on espère comprendre ce qui nous échappe encore.

Les enfants y cherchaient un repère,
les adultes une confirmation,
tous croyant que la toile contenait quelque chose d'essentiel :
une forme ancienne, un modèle sûr, une trace laissée par ceux qui savaient mieux.
On croyait que cette toile contenait la forme exacte de l'Autorité, comme si sa surface devait révéler un passage, une règle, une direction.

Mais en s'en approchant, on découvrit qu'elle ne montrait rien.
Pas un contour, pas une couleur, pas même l'ombre d'un récit.
Elle était vide, et cette absence déstabilisait autant qu'elle libérait.

Alors oui, la toile est vide.

Et c'est probablement la seule bonne nouvelle.

Si elle ne montre rien, c'est qu'elle n'impose rien.

Elle nous oblige à mettre quelque chose dessus : un peu de cohérence, un minimum de courage, quelques limites intelligentes, et éventuellement une capacité collective à ne pas confondre autorité, intimidation et décoration murale.

Mais voilà, reconnaître que l'Autorité dépend de nous, c'est aussi reconnaître qu'on ne peut plus l'accuser, elle, quand ça déraile.

Et ça, manifestement, reste le tabou ultime.

Bref.

L'Autorité ne revient pas parce qu'on l'appelle, ni parce qu'on la pleure, ni parce qu'on imprime des guides de 300 pages pour la « raviver ».

Elle revient uniquement quand on arrête de s'en servir comme alibi ou comme épouvantail.

La toile est vide depuis le début.

La question n'a jamais été où est l'Autorité ?

La seule question valable est :

qu'allons-nous oser y peindre cette fois-ci ?